

Direction Régionale et Interdépartementale
de l'Environnement et de l'Énergie en Île-de-France
Unité Départementale des Yvelines

Arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2018-44869

**Société BIO YVELINES SERVICES
BAILLY**

**Le Préfet des Yvelines,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement

Vu l'arrêté ministériel en date du 20 avril 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à enregistrement sous la rubrique 2780 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement en date du 24 novembre 2014 autorisant la société Bio Yvelines Services à exploiter une plate-forme de collecte de déchets verts Lieu-dit « Le Crapaud » à Bailly ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 8 janvier 2018, transmis à l'exploitant par courrier du 10 janvier 2018, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, suite à l'inspection du 22 novembre 2017 ;

Vu les observations de l'exploitant transmises par courrier en date du 25 janvier 2018 ;

Considérant que ces observations ne sont pas en mesure de lever les non conformités constatées lors de l'inspection ;

Considérant que lors de la visite du site, il a été constaté :

- le dépassement des quantités journalières de matières traitées autorisées ;
- que les tas et andains de matières fermentescibles dépassent la hauteur limite fixée à 3 mètres et que la gestion des matières entrante n'est pas structurée autour d'une procédure satisfaisante pour éviter l'apparition de conditions anaérobies génératrices de mauvaises odeurs .

Considérant que le non-respect des prescriptions concernant les quantités de matières traitées ainsi que celles concernant les conditions d'exploitation contribue à augmenter significativement les risques liés aux incendies ainsi qu'à la production de nuisances olfactives et aux pollutions accidentelles ;

Considérant que ces constats constituent des manquements aux dispositions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 24 novembre 2014 et de l'article 28 de l'arrêté ministériel du 20 avril 2012 relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2780 ;